

Extrait du CADTM

<http://cadtm.org/Le-Bresil-de-la-crise-samba-a-la>

Le Brésil, de la crise samba à la corde au cou

Date de mise en ligne : janvier 2003

CADTM

Au cours des années 1980, le Brésil sort progressivement du régime militaire [1], mais s'engouffre comme ses voisins dans une crise d'endettement et d'hyperinflation [2]. Le début des années 1990 n'est guère plus réjouissant, puisque le président Fernando Collor, rattrapé par des affaires de corruption, est contraint de démissionner le 29 décembre 1992. Le gouvernement intérimaire du vice-président Itamar Franco débouche en 1994 sur le plan Brésil, concocté par le nouveau ministre des Finances, Fernando Henrique Cardoso. Dans la foulée des réformes du gouvernement Menem en Argentine, ce plan instaure une nouvelle monnaie arrimée au dollar, le real (1 real valant 1 dollar), et vient rapidement à bout de l'hyperinflation [3].

Le 3 octobre 1994, Fernando Henrique Cardoso profite du succès rapide de ses réformes et remporte les élections présidentielles. Il applique les recettes du Consensus de Washington : austérité budgétaire, licenciement de 300 000 fonctionnaires, privatisations, hausse des taux d'intérêt, libéralisation. Les entrées de capitaux internationaux, entamées dès 1992, prennent alors un essor impressionnant, passant de 43,3 milliards d'euros en 1995 à 201,5 milliards en 1999. Mais la libéralisation commerciale aboutit davantage à une augmentation des importations que des exportations, ce qui provoque une croissance continue du déficit commercial [4].

L'impact de la crise asiatique se répercute au Brésil à partir d'octobre 1997 et s'accroît au cours de l'année 1998. Les entrées de capitaux privés compensent de moins en moins le déficit commercial et le Brésil a beau, sous les conseils du FMI, augmenter ses taux d'intérêt jusqu'à 49,75%, la fuite des capitaux est irrésistible et les réserves du pays diminuent d'un milliard de dollars par jour ! Le 13 janvier 1999, le gouvernement Cardoso se résigne à dévaluer le real de 8%, mais la fuite des capitaux s'accroît et l'arrimage au dollar est abandonné. Le real s'effondre à 2,1 reals pour 1 dollar le 28 janvier 1999. En contrepartie d'un plan de sauvetage de 41,5 milliards de dollars concocté par le FMI dès décembre 1998, le Brésil est sommé d'appliquer une coupe de 28 milliards de dollars dans le budget fédéral et d'augmenter ses taux d'intérêt, ce qui approfondit la récession.

En 2000, la crise semble avoir été salvatrice, mais l'« effet samba » qu'elle a provoqué dans la région, notamment en Argentine, revient comme un boomerang en 2002. L'« effet tango » de la crise argentine se répand dans toute la région et provoque une hausse de la prime de risque sur les emprunts brésiliens, qui atteint près de 25%. Le Brésil a besoin de plus de 50 milliards de dollars de capitaux étrangers par an pour combler son déficit courant et assurer le service de sa dette publique gigantesque, passée de 128 à 288 milliards de dollars entre 1992 et 2002 ! En juillet 2002, la crise tourne à la panique et le real atteint son plus bas taux historique [5].

Commencent alors quelques jours de vastes hésitations entre le Trésor américain et le FMI. Les crises à répétition et les milliards de dollars engloutis dans les plans de sauvetage ont déclenché de vives polémiques. L'arrivée des républicains à la tête des Etats-Unis a coïncidé avec une remise en cause de cette politique, l'administration Bush déclarant préférer laisser les lois du marché régler seules les crises financières. Le 19 juin 2002, le FMI avait annoncé ne pas vouloir augmenter son aide au Brésil. Le 28 juillet, moins d'une semaine avant sa tournée dans la région, le secrétaire d'Etat au Trésor des Etats-Unis, Paul O'Neill, frôle l'incident diplomatique en affirmant qu'aucune aide ne serait apportée au Brésil sans garantie que l'argent « ne sorte pas des Etats-Unis pour des comptes en Suisse ». Indigné, le président Cardoso demande des excuses que lui apporte deux jours plus tard le porte-parole de la Maison Blanche. Cette dernière, attachée à son projet de zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), craint que l'effondrement des pays du Mercosur [6] le mette à mal, ce qui avait poussé quelques jours plus tôt le Trésor américain à avancer pour le FMI 1,5 milliards de dollars d'aide à l'Uruguay, autre élève modèle tombé en faillite fin juillet 2002.

Le 7 août 2002, alors que Paul O'Neill est au Brésil, le FMI annonce le plus important plan de sauvetage de son histoire : 30 milliards de dollars [7] sont prêtés au Brésil. Ce plan de sauvetage record, concocté à quelques semaines des élections présidentielles, appelle deux observations. D'une part, son montant correspond aux prévisions du déficit courant annuel brésilien et vise à enrayer la fuite spéculative des capitaux, alors que l'article VI

des statuts du FMI interdit aux Etats membres de *« faire usage des ressources générales du Fonds pour faire face à des sorties de capitaux importantes et prolongées »*. D'autre part, le prêt est octroyé en deux tranches : une première de 6 milliards dès 2002 et une seconde de 24 milliards en 2003, à condition que le prochain président avalise les conditionnalités macroéconomiques du FMI, dont une austérité budgétaire drastique [8]. C'est évidemment un moyen de garantir la pérennité du Consensus de Washington, quel que soit le résultat des élections dans un pays qui représente 45% du produit intérieur brut de l'Amérique latine.

Mais le plan de sauvetage ne rassure en rien les marchés financiers et les critiques se font grandissantes sur les politiques du FMI. Entre autres exemples, le spéculateur et ancien gourou des marchés financiers, George Soros, affirme que *« l'incapacité du plan de sauvetage du FMI à soulager le Brésil dénonce une carence fondamentale dans le système financier international. Les problèmes du Brésil ne peuvent pas lui être uniquement imputés. Les responsabilités se situent en fait au niveau des autorités financières internationales. (...) Sous l'influence des fondamentalistes du marché, ces dernières années, le soi-disant Consensus de Washington, tel qu'il est soutenu par le FMI et la Banque mondiale, a placé sa confiance dans la nature autorégulatrice des marchés financiers. Cette confiance a été et est toujours mal placée. (...) Dans les années 1980, le Consensus de Washington s'interroge en premier lieu sur le niveau d'excédent à atteindre pour pouvoir maîtriser l'endettement. La vraie question est de savoir à quel niveau les taux d'intérêt sont encore conciliables avec une croissance raisonnable »* [9]. Dans le même esprit, Stanley Fisher, ancien économiste en chef du FMI, admet que *« le fait que nous n'ayons pas su éviter les difficultés actuelles en Amérique latine suggère que nous avons encore beaucoup à apprendre »* [10].

En octobre 2002, après avoir échoué de peu lors des trois précédentes éditions, le candidat du PT [11], l'ancien syndicaliste Luiz Inácio *« Lula »* da Silva, remporte largement les élections présidentielles. S'il s'est engagé à respecter les accords conclus avec le FMI, le nouveau président Lula a annoncé que sa priorité politique était de vaincre la faim et la pauvreté qui frappe de plein fouet près de la moitié de la population brésilienne. Le défi, dans un pays où 20% de la population concentre 65% des revenus et où 1% des propriétaires ruraux possède la moitié des terres agricoles, sera de réussir une réforme fiscale redistribuant les richesses et une réforme agraire redistribuant les terres aux 4,5 millions de paysans sans terre. Reste à savoir si ces mesures seront conciliables avec les contraintes du FMI et si, comme il l'a annoncé, Lula saura *« réformer la réforme »* et jeter les bases d'un *« après-Consensus de Washington »*.

[1] Les civils retrouvent le pouvoir en mars 1985 et les premières élections démocratiques depuis 1961 sont organisées en novembre 1989.

[2] En 1987, le Brésil déclare un moratoire sur le remboursement de ses dettes dues aux banques privées et son taux d'inflation atteint 1 000%.

[3] L'inflation est réduite à 50% en juin 1994 et à 6% un mois après l'intronisation du real.

[4] Entre 1992 et 1997, les exportations progressent de 35,68 à 53,02 milliards d'euros, mais les importations triplent pendant la même période, passant de 20,9 à 62,5 milliards. Dans le même temps, la balance des paiements passe d'un excédent de 15,4 milliards à un déficit de 8,4 milliards (E. Sader, *Les chiffres du désastre*, in *Le Monde Diplomatique*, octobre 2002).

[5] Le real perd 30% de sa valeur entre janvier et fin juillet 2002 et ne vaut plus que 3,47 dollars.

[6] Le Mercosur est le marché du Cône Sud qui rassemble le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, en plus de deux pays associés, le Chili et la Bolivie.

[7] Des plans de sauvetage plus importants avaient été apportés au Mexique en 1995, en Corée du Sud en 1997 ou au Brésil fin 1998, mais l'apport du FMI n'était que partiel, à côté d'autres bailleurs comme la Banque mondiale, les banques régionales de développement et le Trésor américain. Dans le cas du Brésil en août 2002, l'intégralité des 30 milliards de dollars est versée par le FMI.

[8] Le FMI demande que le Brésil dégage un excédent principal de 3,75% de son budget.

[9] G. Soros, *Une subvention nuisible pour le Brésil*, in *Le Monde Economie*, 3 septembre 2002.

[10] *Le Monde*, 1er octobre 2002.

[11] Le PT est le parti des travailleurs créé par différents courants syndicaux et de gauche au début des années 1980 pour lutter contre la dictature militaire et dont les positions sont historiquement opposées au Consensus de Washington et au projet de zone de libre-échange des Amériques défendu farouchement par l'administration Bush.